

SOUS EMBARGO JUSQU'AU:

31 Janvier 2018 (6:00 HNE)

**LES DROITS DE L'HOMME ET LES CONTROLES DES POUVOIRS DU GOUVERNEMENT AFFAIBLIS DE
PART LE MONDE**

*Une majorité de pays ont vu leur score baisser au lieu de s'améliorer dans l'Indice sur l'Etat de Droit
2017-2018 du World Justice Project (WJP)*

WASHINGTON, DC (31 Janvier 2018) – Le World Justice Project (WJP) publie aujourd'hui son Indice sur l'Etat de Droit 2017-2018 (*2017-2018 WJP Rule of Law Index*®), qui mesure l'adhésion à l'Etat de Droit dans 113 pays du monde, à partir de plus de 110,000 enquêtes auprès de ménages, et 3,000 enquêtes auprès d'experts. Basé sur des données primaires, l'Indice sur l'Etat de Droit mesure le rendement de chaque pays sur l'Etat de Droit à travers huit facteurs: Contraintes aux Pouvoirs du Gouvernement, Absence de Corruption, Gouvernement Ouvert, Droits Fondamentaux, Ordre et Sécurité, Application des Règlements, Justice Civile et Justice Pénale.

Depuis la publication du dernier *Indice sur l'Etat de Droit* du WJP en Octobre 2016, une majorité de pays ont vu leurs scores baisser en terme de droits de l'homme, contrôle des pouvoirs du gouvernement, et de justice civile et pénale.

La plus grande chute s'observe pour le Facteur 4, Droits Fondamentaux (71 pays ont vu leurs scores baisser sur 113), qui mesure l'absence de discrimination, le droit à la vie et à la sécurité, la garantie d'une procédure régulière («due process» en anglais), liberté d'expression et de religion, respect de la vie privée, liberté d'association, et droit du travail. La seconde chute la plus importante s'observe pour le Facteur 1, Contraintes aux Pouvoirs du Gouvernement, (64 pays ont vu leurs scores baisser sur 113), qui mesure jusqu'à quel point ceux qui gouvernent sont soumis à la loi.

En outre, une majorité de pays ont vus leurs scores baisser (34%) plutôt que s'améliorer (29%) par rapport aux score de l'*Indice* de 2016 – une tendance troublante. Trente sept pour cent des pays n'ont pas vu leurs scores bouger.

“Nous assistons à une détérioration globale des aspects fondamentaux de l'Etat de Droit,” indique William H. Neukom, Fondateur et PDG du WJP. “Un rendement réduit sur l'Etat de Droit dans un pays menace son développement dans chaque pays.”

Le pays ayant enregistré la plus forte chute dans l'Indice sur l'Etat de Droit de cette année (calculé en comparant chaque pays avec leurs classements de 2016) sont les Philippines, qui perdent 18 places, chutant à la 88^e place sur 113 pays, et 13^e place sur 15 pays dans la région Asie de l'Est et Pacifique.

Les Philippines ont accusés des baisses importantes concernant les Contraintes aux Pouvoirs du Gouvernement, Droits Fondamentaux, Ordre et Sécurité, et Justice Pénale. En comparaison, le Burkina Faso, le Kazakhstan, et le Sri Lanka ont enregistré les plus fortes hausses dans le classement, ayant chacun grimpés de 9 places par rapport à leurs classement global de 2016 sur l'Etat de Droit.

Les trois pays au meilleur rendement au sein de l'*Indice sur l'Etat de Droit 2017-2018* sont le Danemark (1), la Norvège (2), et la Finlande (3); les trois pays les moins performants sont l'Afghanistan (111), le Cambodge (112), et le Venezuela (113). Les trois pays plus haut classés, et les trois plus bas, n'ont pas changé depuis l'*Indice* de 2016.

Les pays ayant le score le plus élevé pour leur région sont: le Népal (Asie du Sud), la Géorgie (Europe de l'Est et Asie Centrale); le Ghana (Afrique Sub-Saharienne); l'Uruguay (Amérique Latin et Caraïbe); les Emirats Arabes Unis (Moyen Orient et Afrique du Nord); la Nouvelle-Zélande (Asie de l'Est et Pacifique), et le Danemark (Europe de l'Ouest et Amérique du Nord).

L'*Indice sur l'Etat de Droit du WJP* est la principale source de données primaires sur l'Etat de droit. L'*Indice* se base sur plus de 110,000 enquêtes auprès de ménages et 3000 enquêtes auprès d'experts afin de mesurer la façon dont la population ordinaire fait l'expérience de et perçoit l'Etat de Droit à travers le monde. Le rendement de chaque pays est mesuré en utilisant un total de 44 indicateurs répartis entre 8 facteurs de base de l'Etat de droit, chacun d'entre eux ayant été noté et classé mondialement par rapport aux autres pays de sa région et de son niveau de revenu: **Contraintes aux Pouvoirs du Gouvernement, Absence de Corruption, Gouvernement Ouvert, Droits Fondamentaux, Ordre et Sécurité, Application des Règlements, Justice Civile et Justice Pénale.**

“Le respect de l'Etat de droit est fondamental pour des communautés de paix, d'équité et d'opportunité,” pour William H. Neukom, Fondateur et PDG du WJP. “Aucun pays n'a atteint—encore moins entretenu— un fonctionnement parfait de l'Etat de droit. L'*Indice sur l'Etat de Droit du WJP* a été créé afin de définir les premières références, informer et guider les réformes, et approfondir et comprendre l'importance fondamentale de l'Etat de droit.”

Informations Régionales:

- **De manière globale**, les pays d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord continue d'être en haut de l'*Indice sur l'Etat de Droit* du WJP, suivis de pays de la région d'Asie de l'Est et Pacifique. En moyenne, la région d'Asie du Sud obtient les scores les moins élevés.
- **Les pays d'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord** (comprenant la zone UE + AELE + Amérique du Nord) occupent 8 des 10 premières places du classement mondial, et le Danemark se maintient comme pays le mieux classé, suivi de la Norvège. Au niveau régional, les plus fortes baisses s'observent en terme de Contraintes aux Pouvoirs du Gouvernement, Droits

Fondamentaux, et la Justice Pénale, alors que les plus fortes hausses s'observent en terme de Gouvernement Ouvert et Ordre et Sécurité. La Bulgarie a le rendement le plus faible, chutant de 2 places au classement mondial, à la 55^e place sur 113 pays.

- **En Afrique Sub-Saharienne**, le Ghana est le meilleur classé, supplantant l'Afrique du Sud par rapport à 2016 et se classant à la 43^e place mondialement. Le Burkina Faso et le Kenya ont enregistré la plus forte progression dans le classement d'entre les 18 pays étudiés dans la région, de 8 et 5 places respectivement. Madagascar a accusé la plus forte chute au classement, perdant 8 places. Globalement, la région a enregistré une nette amélioration en terme d'Absence de Corruption, avec quatre pays marquant une tendance à la hausse, et aucun pays n'ayant décliné.
- **L'Asie de l'Est et Pacifique** est la région la mieux classée sur l'Etat de Droit, derrière l'Europe de l'Ouest et Amérique du Nord. La Nouvelle-Zélande et l'Australie continue à avoir les meilleurs rendements dans la région, se classant 7^e et 10^e respectivement sur 113 pays dans le monde. Cependant, plus des deux tiers des pays de la région ont enregistré une baisse de leurs scores globaux sur l'Etat de Droit. Les Philippines ont continués à chuter de manière importante, chutant de 18 places à la 88^e place sur 113 pays.
- **En Europe de l'Est et Asie Centrale** la Géorgie est en haut du classement, 38^e sur 113 pays dans le monde, bien qu'elle ait perdu 4 places depuis 2016. Au niveau régional, le Kazakhstan enregistre la plus forte hausse, gagnant 9 places, et se classant 64^e au niveau mondial, alors que la Biélorussie perd 8 place, se classant 65^e. La région a marqué une tendance à la baisse en terme de Gouvernement Ouvert dans 4 pays et de Droits Fondamentaux dans 3 pays. De manière inverse, la région a enregistré une amélioration en terme d'Ordre et Sécurité, avec quatre pays enregistrant une hausse de leurs scores pour ce facteur.
- **En Amérique Latine et Caraïbes**, le pays au meilleur rendement est l'Uruguay, classé 22^e sur 113 pays, suivi du Costa Rica et du Chili. Le Suriname accuse la plus grosse chute au classement, chutant de 10 places à la 69^e place sur 113 pays étudiés dans le monde. Trois pays dans la région ont marqué une tendance à la baisse en terme de Contraintes aux Pouvoirs du Gouvernement, alors que trois pays ont enregistré une amélioration en terme de Gouvernement Ouvert. Pour finir, le Venezuela obtient de nouveau le score le moins élevé pour l'Etat de Droit parmi les 113 pays étudiés.
- **Au Moyen Orient et Afrique du Nord** le pays au meilleur rendement parmi les 7 pays étudiés dans la région sont les Emirats Arabes Unis, se classant 32^e au niveau mondial. L'Iran grimpe de 6 places à la 80^e place, alors que le Maroc chute de 7 places à la 67^e place sur 113. Le Maroc comme les Emirats Arabes Unis enregistre une baisse importante de leurs scores en terme d'Absence de Corruption.

- **En Asie du Sud** le pays au meilleur rendement est le Népal, qui gagne 5 places, se hissant à la 58^e place sur 113 pays. Avec l'exception de l'Afghanistan, qui reste à la 111^e place, tous les pays de la région ont amélioré leur position dans le classement mondial. Le Sri Lanka enregistre la plus forte hausse, gagnant 9 places et se hissant à la 59^e sur 113 pays étudiés.

Le rapport 2017-2018 complet—avec visualisation de données en ligne et options de téléchargement—est disponible à partir du 31 Janvier sur : www.worldjusticeproject.org/rule-of-law-index

A PROPOS DU WORLD JUSTICE PROJECT:

Le World Justice Project® (WJP) est une organisation indépendante et pluridisciplinaire impliquée dans le développement de l'Etat de droit (ou « rule of law ») dans le monde entier. Une application efficace de l'Etat de droit permet de limiter la corruption, de combattre la pauvreté et la maladie et protège les populations des injustices, qu'elles soient à petite ou grande échelle. Elle sert de fondation aux communautés de paix, d'opportunité et d'égalité, en catalysant le développement, l'établissement d'un gouvernement responsable et le respect des droits fondamentaux. Pour en savoir plus:

www.worldjusticeproject.org

CONTACT PRESSE:

press@worldjusticeproject.org

+1 (206) 792-7676